



Texte adopté par la Commission exécutive de l'UGFF-CGT du 5 novembre 2009 pour mis sur le forum des débats préparatoires au 49ème congrès confédéral

S'il en était besoin, la crise systémique actuelle vient rappeler le rôle irremplaçable et majeur des services publics et de la Fonction publique.

Or, dans ce domaine, - et ce n'est nullement contradictoire – l'actuel Président de la République, le Premier Ministre et le gouvernement mettent en œuvre, depuis plus de 2 ans maintenant, une politique qui vise à réduire drastiquement les moyens de l'intervention publique pour l'adapter aux exigences du capitalisme contemporain.

C'est à cette aune qu'il convient d'analyser l'ensemble des mesures qui tombent quasi au quotidien. Sans prétendre à une quelconque liste exhaustive, il en est ainsi des suppressions massives d'emplois dans la Fonction publique de l'Etat. Que l'on songe que, au rythme actuel, de 2003 à 2012, ce seront plus de 300.000 emplois qui auront disparu, dont 90 % sous l'ère SARKOZY. Demain, ce sera le versant territorial qui sera mis en demeure – par des contraintes budgétaires parfaitement anti-démocratiques – de se conformer à ces normes libérales, pendant que l'hôpital public est maintenu dans une situation de sous-effectif absolument dramatique.

Ce sont également les dispositifs actuels, menés à la hache, de restructurations administratives, connues sous les nom barbare – et parfaitement trompeur – de révision générale des politiques publiques, ou à venir dans la suite des préconisations de la commission BALLADUR, dont les véritables buts sont bel et bien de mettre en adéquation l'appareil d'Etat aux visées et besoins du pouvoir actuel et à ceux du MEDEF. Un des buts de la RGPP est bel et bien de préparer, de manière explicite ou implicite, de nouvelles privatisations.

Ce sont enfin, pour clore ici un propos déjà trop long, les attaques sans précédent contre le Statut Général des fonctionnaires dont la violence et l'ampleur conduisant à sa remise en cause pure et simple. Il faut préciser que l'ensemble des droits et devoirs des fonctionnaires – dont sont déjà exclus plus d'un million de salariés de la Fonction publique – n'ont de sens et de validité que parce qu'ils sont avant tout des garanties pour les citoyens d'agents publics pouvant exercer la plénitude de leurs missions dans la neutralité et l'impartialité indispensables à la satisfaction de l'intérêt général. Ce sont des avancées fondamentales posées à la libération, rénovées au début des années 80 qui sont aujourd'hui menacées.

A l'évidence, il s'agit là d'enjeux de société. C'est bien pourquoi, les réponses qu'il convient d'y apporter – et qui ne sauraient se limiter à la défense de l'existant – ne peuvent pas et ne doivent pas être celles des seules organisations de la CGT syndiquant dans ce périmètre. Une appropriation, une construction et une démarche confédéralisées sont indispensables et souhaitables.

De ce point de vue, il nous semble que les projets de textes soumis au débat du 49^{ème} congrès de notre CGT sont quelque peu insuffisants et lacunaires. D'ailleurs, même si nous nous félicitons d'initiatives récentes (en particulier celle d'Aubagne à la fin septembre), nous estimons que, ensemble, nous n'avons pas porté les questions de la Fonction publique de manière pertinente depuis déjà une trop longue période. Le baromètre annuel effectué par le CSA, avec le fort décrochage des salariés du public (dont environ 85 % sont dans la Fonction publique) dans leur adhésion à l'action de la CGT, ne peut que nous confirmer dans notre sentiment et dans la nécessité d'un bouger.

Il appartient évidemment aux syndicats d'amender éventuellement les résolutions d'orientation. Il appartiendra assurément à la prochaine direction confédérale, en liaison avec les organisations de la CGT, de plus et mieux appréhender ces enjeux.

Lien vers le Forum sur le site Confédéral : <http://www.congres49.cgt.fr/-Le-forum-.html>